

REPUBLIQUE FRANCAISE  
VILLE DE SEYSSES

ARRÊTÉ CIRCULATION

N° 2024-274

DEPARTEMENT DE LA  
HAUTE-GARONNE 31600

ARRONDISSEMENT DE MURET

01 octobre 2024

Pétitionnaire :

**Ludovic Grégory**

Bénéficiaire :

**Entreprise Dezign Paysage**

Nature de l'autorisation :

**Chantier piscine**

Adresse de l'autorisation :

**12 rue Cazeneuve**

Durée de l'autorisation :

**Du 07 octobre au 13 octobre 2024**

Le Maire de la Commune de SEYSSES,

VU la loi n°82-213 du 2 Mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU la loi n°83-8 du 7 Janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L 1111-10, L 2212-1 à L 2212-5-1, L 2213-1 à L 2213-6-1 et L 3111-1,

VU le Code de l'Urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants,

VU le Code de la Route et notamment les articles L 411-6 et L 411-25,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L 115-1, L 141-1, L 141-11 et L 141-12,

VU le règlement de Voirie en vigueur du Muretain aggro,

VU la demande d'occupation du domaine public de l'entreprise Dezign Paysage pour des travaux de piscine à SEYSSES.

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre des mesures pour assurer l'ordre et la sécurité publique

## ARRÊTE

### Article 1 : *Autorisation*

L'occupation du domaine public temporaire est précaire et révoicable.

Pour permettre à l'entreprise DEZIGN PAYSAGE d'effectuer des travaux de réalisation de démolition de piscine au 12 rue Cazeneuve, une benne sera installée passage des Jardins à SEYSSES chaque jour de 7h00 à 18h00.

Le passage des Jardins sera barré et interdit à la circulation du 07 octobre au 13 octobre 2024.

L'accès aux riverains sera maintenu durant le chantier par la rue Forgues.

Le stationnement sera interdit devant le 14 rue Cazeneuve du 07 octobre au 13 octobre 2024 pour les travaux sus-mentionnées.

L'arrêté sera affiché par le pétitionnaire sur le site au moins 48 heures avant, jusqu'à la fin de l'occupation et visible depuis le Domaine Public.

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

### Article 2 : *Réglementation de la signalisation*

Une déviation sera mise en place par le bénéficiaire afin de permettre aux véhicules légers de contourner cet obstacle. L'accès aux riverains et aux véhicules de secours sera toutefois maintenu autant que de besoin.

.../...

L'entreprise bénéficiaire aura en charge la mise en place de la signalisation du chantier et des déviations adéquates.

Pendant toute l'occupation, l'intervenant sera responsable de la mise en état, de l'entretien et de la conservation de la signalisation réglementaire et par voie de conséquence de tous les accidents provenant de l'absence ou d'une mauvaise mise en place de celle-ci.

**Article 3 : Remise en état**

Le bénéficiaire devra établir un état de la voirie et de ses dépendances avant mise en place de l'occupation.

A la fin de l'occupation, le bénéficiaire devra enlever les décombres et réparer les dommages causés au domaine public ou à ses dépendances.

**Article 4 : Responsabilité**

Toutes infractions aux dispositions qui précèdent seront constatées et poursuivies conformément aux règlements en vigueur.

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, et ne peut en aucun cas être cédée. Son titulaire est responsable tant vis à vis de la collectivité que des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'occupation.

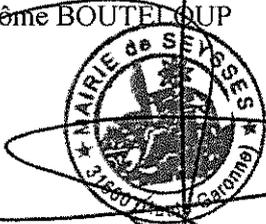
La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les deux mois à compter de sa notification.

**Article 5 : Diffusion**

La Direction des Services Techniques, la Police Municipale, le bénéficiaire seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Pour ampliation, le Service Communication de la Commune de SEYSSSES.

Le Maire  
Jérôme BOUTELoup



*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès du service réglementation de la commune de Seysses.*

*La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification*